



**Allocution du Groupe des Ambassadeurs
Francophones (GAF) faite à la séance plénière de
clôture des travaux de la 6^{ème} Session de l'Assemblée
des Nations Unies pour l'Environnement (UNEA-6)**

par

**Monsieur David TSHIBANGU TSHISHIKU
Chargé d'Affaires a.i. et Représentant Permanent Adjoint
de la République Démocratique du Congo auprès de
l'Office des Nations Unies à Nairobi (ONUN) et du
Programme des Nations Unies pour l'Environnement
(PNUE)**

1^{er} mars 2024 – *Office des Nations Unies à Nairobi*

- Madame la Présidente,
- Madame la Directrice Exécutive du PNUÉ,
- Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres,
- Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Hauts Commissaires,
- Mesdames et Messieurs les Chefs des délégations et chers collègues,
- Distingués participants, à vos titres et qualités,
- Mesdames et Messieurs,

En cette 6^{ème} session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'Environnement, nous, le Groupe des ambassadeurs francophones au Kenya, souhaitons rappeler que les enjeux Environnementaux font partie de plus grands défis de notre siècle et sont au cœur de nos priorités.

Cette Assemblée doit adopter des décisions et résolutions importantes pour trouver des solutions communes face à la triple crise planétaire du changement climatique, de la perte de la biodiversité et de la pollution. Nous devons écouter la science ! Les données et les recommandations de la science appellent à une prise de conscience urgente pour éviter la catastrophe. Les voix et les contributions des pays francophones peuvent faire la différence.

Cependant, au sein du Système des Nations Unies, le processus de prise de décision internationale, qui régit notamment le traitement des questions environnementales globales, se déroule presque exclusivement en anglais. Nous ne devons pas occulter la technicité des sujets et la dynamique des négociations imposant une évolution rapide des données et de l'information. Dès lors, les délégués représentant les États et Gouvernements membres de la Francophonie doivent faire face à la barrière linguistique, avec un accès limité à l'information et aux outils en français.

Cinquième langue la plus parlée au monde, avec 321 millions de locuteurs, le français est la langue officielle de 32 États et Gouvernements. De plus, depuis 1946, le français fait partie des langues officielles de l'ONU et, par ailleurs, considéré également comme une langue de travail de notre Organisation.

**Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs,**

Dans le cadre de grandes préoccupations environnementales de notre temps, l'usage du français, au côté de l'anglais, garantirait une participation accrue des États francophones aux processus décisionnels pour un multilatéralisme plus efficace.

Pour pallier les difficultés rencontrées lors des négociations, il est important de mentionner l'appui de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), à travers l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), qui apporte des solutions concrètes, prenant en compte les besoins spécifiques des délégués francophones.

Pour conclure, nous, le Groupe des ambassadeurs francophones au Kenya, sommes convaincus de l'esprit de la solidarité qui doit émailler les échanges au sein du système onusien, et plaidons pour que le français, langue officielle et langue de travail du Système des Nations Unies, soit davantage utilisé dans la prise de décision internationale environnementale. Il est également nécessaire que les Nations Unies facilitent l'accès à l'information et aux outils en français.

Je vous remercie pour votre aimable attention.